

QUE le Plan stratégique 2023-2027 de la Société de la Place des Arts de Montréal, annexé à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvé.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82221

Gouvernement du Québec

### **Décret 1847-2023, 20 décembre 2023**

CONCERNANT l'exclusion de l'application du premier alinéa de l'article 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif des conventions d'aide financière conclues avant le 1<sup>er</sup> avril 2024 dans le cadre du programme Appel de projets pour les Autochtones entre le gouvernement du Québec et des organismes autochtones

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 14 de la Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1), aux fins de l'exercice de ses fonctions, le ministre de la Culture et des Communications peut accorder, aux conditions qu'il fixe, une aide financière ou technique relative aux activités ou aux équipements;

ATTENDU QUE le ministre de la Culture et des Communications souhaite, dans le cadre du programme Appel de projets pour les Autochtones, conclure des conventions d'aide financière avec des organismes autochtones pour la réalisation de projets découlant du Plan d'action gouvernemental pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuit 2022-2027;

ATTENDU QUE ces conventions peuvent constituer des ententes en matière d'affaires autochtones visées à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, malgré tout autre disposition législative, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.52 de cette loi le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la section III.2 de cette loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'entente qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exclure de l'application du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi les conventions d'aide financière conclues avant le 1<sup>er</sup> avril 2024, dans le cadre du programme Appel de projets pour les Autochtones entre le gouvernement du Québec et des organismes autochtones, à condition que le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit signe ces conventions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Culture et des Communications et du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit :

QUE soient exclues de l'application du premier alinéa de l'article 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) les conventions d'aide financière conclues avant le 1<sup>er</sup> avril 2024, dans le cadre du programme Appel de projets pour les Autochtones entre le gouvernement du Québec et des organismes autochtones, à condition que le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit signe ces conventions et qu'elles soient substantiellement conformes au modèle de convention d'aide financière joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE soit exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.49 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif toute entente modifiant l'une de ces conventions d'aide financière, laquelle entente ne devra pas affecter la nature de la convention et devra être signée par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82222

Gouvernement du Québec

### **Décret 1848-2023, 20 décembre 2023**

CONCERNANT l'autorisation d'un changement significatif à la portée du projet Accès bonifié aux prestations électroniques de services Entreprises et Citoyens du Programme Service québécois d'identité numérique

ATTENDU QUE, par le décret numéro 765-2023 du 3 mai 2023, le gouvernement a autorisé le changement significatif à la portée du projet Accès bonifié aux prestations électronique de services Entreprises et Citoyens du Programme Services québécois d'identité numérique afin d'ajouter une plateforme de développement moderne spécifique à ce programme ainsi que des fonctionnalités nécessaires à